

Réponse à la Déclaration gouvernementale 2005

Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues,

Le premier ministre a quitté son banc. Peu importe, puisque de toute façon, les réponses obtenues sont toujours pratiquées avec la langue de bois. Peut-être craignait-il que je lui administre une volée de bois vert, mais c'est une chance d'avoir une aussi jolie ministre en face de soi!

Tout d'abord, permettez-moi de vous faire part de l'étrange sensation qui m'envahit à la lecture de la déclaration de politique fédérale. Il me semble que la majorité est à bout de souffle. On a l'impression qu'elle n'ose pas avancer d'idées audacieuses. Peut-être ses précédentes propositions se sont-elles soldées par de lourds échecs? En écoutant le préambule de la déclaration, on pourrait croire que la préoccupation première du premier ministre serait la préservation des pensions et prépensions. Il nous dit qu'il ne touchera pas à l'âge légal de la pension et qu'il ne la retirera à personne. Il n'obligera personne à travailler jusqu'à l'âge de 65 ans. Il nous l'a promis l'année dernière. Il prétend avoir tenu ses promesses.

Mais M. le premier ministre ne semble pas savoir que, même si une déclaration gouvernementale ne l'engage que pour une seule année, la sauvegarde des pensions est un combat de longue haleine. Le gouvernement a suivi une politique générale qui met les pensions en péril. Le projet du parlement en faveur du projet de Constitution européenne et sa conséquence logique et catastrophique, l'entrée plus ou moins prochaine de la Turquie dans l'Union européenne entraîneront une régression sociale et mettront les pensions en danger.

Le premier ministre a entamé cette législature tambour battant en lançant imprudemment un chiffre magique: 200.000. Deux cent mille emplois seront créés! A moins de deux ans des prochaines élections législatives, on a beau chercher ces 200.000 emplois, on ne les trouve pas, pas même la première centaine de mille!

Le premier ministre veut maintenir les anciens au travail tout en promettant du travail aux jeunes. Cela paraît irréaliste avec un taux de croissance proche de 0% et le taux de chômage actuel.

Il est scandaleux de ne proposer aux jeunes qu'un temps partiel. Un temps partiel, c'est un pouvoir d'achat partiel. Échaudé par cet échec et par les autres, sans oublier les beaux mots de notre ministre des Affaires étrangères et les perspectives électorales peu réjouissantes pour le VLD, on a l'impression que le premier ministre marche sur des oeufs malgré un optimisme de façade. En réalité, on le sent fatigué, usé, revenu quand même.

Vous fustigez ceux qui prétendent et continuent à prétendre que notre pays ne vit qu'une succession de malheurs et vous leur demandez un peu d'honnêteté intellectuelle. M. Guy Verhofstadt qui parle d'honnêteté intellectuelle! Peut-être qu'il est bien de la demander aux autres mais la pratiquer soi-même, c'est mieux. C'est pourtant bien vous qui avez tronqué les chiffres de la criminalité devant notre assemblée il y a quelques années. C'est encore vous qui avez lancé la promesse des 200.000 emplois alors qu'aucun indicateur objectif ne vous permettait de le faire. L'honnêteté intellectuelle? Oui, monsieur Verhofstadt!

En ce qui concerne le chapitre "Préserver et renforcer la confiance", vous vous épanchez sur la conjoncture basse qui frappe durement les économies européennes et la nôtre en particulier. Vous

soulignez la flambée du prix des produits pétroliers et vous indiquez l'influence de cette conjoncture basse sur le marché de l'emploi. Pourtant, vous affichez un optimisme béat mais compulsif, un optimisme qui ne peut qu'effrayer l'observateur attentif.

Qui croyez-vous convaincre avec des formules comme celle-ci: "Les chiffres démontrent que la meilleure manière de maintenir la confiance en notre économie est d'allier un équilibre budgétaire avec une réduction des charges soutenues et de cibler le renforcement du pouvoir d'achat ainsi qu'une sécurité sociale et une politique en matière d'emploi solides"? Cela, monsieur le premier ministre, c'est du charabia. C'est du charabia dans la forme, c'est du charabia sur le fond.

Vous n'expliquez pas comment vous allez réaliser tout cela. Il est vrai que vous demandez simplement de vous faire confiance les yeux fermés et si nous osons une remarque, vous nous redites que nous ne sommes pas intellectuellement honnêtes. Et bien, votre charabia est intellectuellement malhonnête, c'est une malhonnêteté de grand format. Pour le renouvellement de la confiance, vous repasserez!

* * *

En ce qui concerne la relance économique, vous considérez notre économie comme fragile, à raison. Mais comment ose-t-on nous dire que nous vivons une situation de pénurie de main d'oeuvre avec un nombre de chômeurs comme le nôtre? Cette constatation démontre l'échec et l'inadéquation de notre réseau de formation. Notre pays n'a jamais voulu développer de véritable partenariat entre l'école au sens large et le monde de l'entreprise.

La sursyndicalisation liée au paiement des allocations de chômage par les syndicats politisés est un frein à la relance de l'économie et de l'emploi. Voilà un grand chantier courageux auquel M. le premier ministre devrait s'atteler: retirer aux syndicats la gestion des allocations de chômage. Aujourd'hui, les syndicats ont intérêt à conserver un grand nombre de chômeurs parce qu'ils représentent une manne financière colossale pour eux. Est-il normal que la FGTB soit en mesure de paralyser le pays une journée entière grâce à l'argent que l'Etat lui verse pour gérer le paiement des allocations de chômage de ses membres? Il faut éradiquer les féodalités syndicales politiques et réinventer des modes de dialogue plus francs et plus sains entre partenaires sociaux. Rien de tout cela dans votre déclaration.

Une meilleure gestion de l'enseignement supérieur, nettement plus d'argent pour la recherche, une simplification administrative pour raccourcir les délais de commercialisation des découvertes, etc., autant de chantiers prometteurs que vous ignorez superbement.

Je suis déçu de ne pas trouver la moindre trace de patriotisme économique dans votre déclaration. Il faut légiférer d'urgence afin d'éviter que les entreprises stratégiques belges n'atterrissent entre les mains de groupes étrangers. Des mesures semblables existent déjà chez nos proches voisins: en France, en Allemagne, aux Pays-Bas. Nous avons un peu l'impression que ce gouvernement considère notre pays comme une entreprise en faillite dont on brade les meubles et l'argenterie par-dessus la jambe, en fumant un bon cigare.

Il est difficile de s'adresser tour à tour au premier ministre puis à la ministre.

L'avenir méritait un peu plus que les maigres lignes que le premier ministre lui a consacrées. Il s'agit d'un dossier tout à fait symbolique.

Si nous ne sommes pas opposés à une privatisation relative de certains secteurs de La Poste, encore faut-il joindre le concept de patriotisme économique, de telle sorte que cette institution névralgique reste entre des mains exclusivement belges.

Nous sommes partisans d'un grand débat de fond sur l'ensemble des entreprises publiques, semi-publiques ou à participation financière publique. Il s'agit de concilier services publics, efficacité structurelle et rentabilité. Nous n'avons pas trouvé trace de ce débat indispensable dans la déclaration du premier ministre.

Il faut que La Poste dispose du personnel nécessaire à ses missions. Il faut que ce personnel soit compétent. Il lui faut assurer une formation continue dans le cadre des nouveaux produits qu'offrent les banques modernes.

Il serait facile pour une société privée de se passer complètement des facteurs et de les remplacer par un système de boîtes postales où les destinataires seraient obligés d'aller retirer leur courrier. Système rentable, peut-être mais qui entraînerait la perte de la mission sociale de La Poste. La Poste est une entreprise au service des gens. Ne l'oublions pas.

En revanche, il s'avère que certains emplois sont surnuméraires. Il faudrait inéluctablement prendre des décisions pénibles. C'est le devoir des hommes politiques vis-à-vis des contribuables. Mais il existe aussi un devoir de reconversion vis-à-vis des travailleurs licenciés. Ce dernier devoir prime. Nous nous opposons avec vigueur à tout licenciement.

Nous constatons que la régularité de la distribution du courrier pose problème et qu'il faut toujours faire des files interminables dans certains bureaux de poste, ce qui me fait penser qu'il y a trop peu de personnel. Dès lors, il me paraît absurde de dégraisser le volume du personnel alors que, visiblement, il y a manque de personnel dans certains secteurs d'activités de La Poste. Il faut donc d'abord rationaliser le travail sur la base d'études fiables. Ces études doivent tenir compte de la nécessité de proximité de La Poste et de ses usagers. Dans un pays démographiquement vieillissant, il faut que La Poste reste au service des plus faibles, c'est-à-dire aussi de ceux qui ont des difficultés de mobilité.

Par ailleurs, nous sommes partisans d'une plus grande offre informatique en matière d'opérations diverses tout en réaffirmant que la mission prioritaire de La Poste reste la distribution du courrier. Nous souhaitons que La Poste engage, forme et utilise mieux son personnel. Il faut que la direction de La Poste et ses employés soient convaincus qu'il faut gérer l'institution comme une entreprise devant être rentable, tant sur le plan économique que sur le plan de la qualité des services.

S'il y a lieu de privatiser de rares secteurs de La Poste, je souhaite que le gouvernement prenne l'initiative d'un projet de loi permettant le patriotisme économique pour La Poste, étant entendu que cette mesure est de nature à empêcher toute délocalisation. Il est évident que de bonnes communications et une poste efficace sont parmi les conditions essentielles d'une relance économique.

En ce qui concerne le nouveau contrat social, ce chapitre est un peu le fourre-tout de la déclaration. On vole de Kyoto au plan fédéral du logement, en passant par les problèmes de surpoids; on fait une pause au biocarburant avant de repartir vers les exclusions socio-économiques. Ici aussi, des vœux pieux à la pelle, mais peu de choses concrètes. C'est particulièrement criant en ce qui concerne les menaces de pandémie de grippe aviaire.

* * *

En ce qui concerne la justice et la sécurité, je relève un catalogue de bonnes intentions, mais je constate aussi quelques manifestations d'une mauvaise foi assez révoltante.

Vous affirmez que, je cite: "l'augmentation du nombre de détenus est due à l'amélioration du fonctionnement de la police et de la justice". J'affirme quant à moi que, si nos prisons sont surpeuplées, c'est parce que la Belgique est devenue un pays de cocagne pour les organisations criminelles issues de certains pays d'Europe ou, plus certainement, de pays extra-européens.

Sur la masse hallucinante des délits commis, c'est le bien le moindre qu'un certain nombre de ces criminels soient arrêtés. J'affirme, pour ma part, que le nombre d'affaires non élucidées est dramatique, ce qui démontre que si, demain, les vœux pieux que le premier ministre formule devaient se concrétiser, les problèmes de surpopulation seraient surmultipliés.

Par ailleurs, il n'est pas normal, il n'est pas sain, il n'est pas acceptable que des criminels ne soient pas emprisonnés sous prétexte qu'il n'y a pas de place dans les prisons. C'est là une incitation directe à commettre crimes et délits, une incitation certaine à la récidive. Le message qui est adressé aux milieux criminels est une incitation à poursuivre leurs activités en leur laissant croire qu'une certaine impunité leur serait garantie. Il faut agir avec la fermeté nécessaire pour décourager les candidats criminels, il faut construire les prisons nécessaires afin que les peines prononcées soient réellement exécutées.

Par contre, je veux souligner un effort réaliste dans le sens de ce que demande le Front national depuis plus de deux décennies, à savoir la possibilité de raccompagner les personnes condamnées sans lien véritable avec la Belgique vers leur pays d'origine. C'est un bon début que le Front national compte encourager et soutenir.

Nous saluons les nouveaux efforts qui semblent se faire jour en ce qui concerne l'informatisation performante des appareils judiciaire et policier. Avec un bémol cependant puisqu'on connaît les problèmes de compatibilité des programmes entre différents niveaux de juridiction, comme c'est le cas à Bruxelles entre la première instance et la cour d'appel.

Je forme donc des vœux pour qu'on tienne compte de la nécessaire cohérence informatique au sein de l'appareil judiciaire, mais aussi entre ce dernier et les services de police, en envisageant la possibilité d'étendre cette cohérence à d'autres secteurs de la sécurité publique. Je pense ici aux pompiers et à la protection civile.

En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, je dois exprimer mon admiration au premier ministre. Il est arrivé à développer une série de mesures préventives sans jamais citer la nature ni l'origine du danger. Bravo, il vous fallait le faire! Tout le monde sait pourtant que le terrorisme en Europe est le fait des islamistes, mais il ne le dit pas. Pourquoi? Voilà qui est curieux, suspect mais ce qui est encore plus scandaleux, c'est que dans le même chapitre consacré au terrorisme, il nous livre un exercice d'hypocrisie phénoménal en y impliquant à mots couverts ma famille politique. Il dit: "Le plan d'action contre le radicalisme est exécuté avec fermeté, évalué et adapté si nécessaire". Il ajoute: "On veillera, en outre, à interdire la banalisation de tout comportement raciste, xénophobe et discriminatoire."

Il faut que les choses soient claires. Le FN ne se sent pas visé mais il est visé par ces propos. Le premier ministre tente un amalgame honteux qui blesse tous les identitaires de ce pays. Il essaie de semer la terreur auprès de nos électeurs et ceux qui sèment la terreur portent un nom. J'espère qu'il m'aura compris.

Nous nous inquiétons sérieusement des dérives qui pourraient résulter du projet de loi autorisant la Sûreté de l'Etat à procéder à des écoutes téléphoniques. Je tiens à rappeler ici que la Sûreté de l'Etat a toujours été plus prompte à surveiller les militants identitaires qu'à lutter contre les réseaux terroristes islamiques.

* * *

Plus loin, le premier ministre revient encore à ce concept bouleversant de bêtise: le sentiment subjectif d'**insécurité**. Permettez-moi de vous dire qu'il ne s'agit pas d'un sentiment mais d'une réalité.

Demandez-le aux victimes dont le premier ministre dit d'ailleurs qu'elles sont tellement nombreuses. Il précise même "chaque jour plus nombreuses". Il va leur attribuer des moyens supplémentaires via la commission d'indemnisation d'actes intentionnels de violence.

La criminalité que nous subissons dans les grandes villes, à Bruxelles, Liège et Charleroi, n'a rien de subjectif, à tel titre qu'à Charleroi, ce sont les échevins socialistes qu'il faut mettre en prison!

Il fut un temps où il n'était pas rare que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, placé sous l'autorité directe du premier ministre, porte régulièrement plainte contre les partis politiques qui se permettaient de dresser une carte ethnique de la criminalité par secteur d'activités. J'observe aujourd'hui que c'est devenu une chose tellement courante que cette donnée apparaît même dans la déclaration. Il est vrai que la réalité est tellement criante qu'il n'est plus possible de dissimuler les faits.

Le premier ministre dit: "Depuis une dizaine d'années, force est de constater qu'une part de la criminalité organisée est aux mains des bandes d'Europe de l'Est". Sans doute fait-il allusion, enfin, à la mafia musulmane albanaise? Mieux vaut tard que jamais mais fallait-il, pendant dix ans, tirer sur les messagers qui, en l'occurrence, étaient des visionnaires?

Le premier ministre s'inquiète de la prolifération d'activités illégales liées aux drogues. Franchement, il faut du culot. Dois-je rappeler que c'est sous son premier gouvernement que l'usage de drogues dites "douce" a été quasi libéralisé et que, dans ce domaine-là aussi, notre pays est considéré comme un pays de cocagne par les vendeurs de mort et de souffrance?

Je ne vois pas, dans sa déclaration, la phrase courageuse ou honnête où il reconnaîtrait s'être trompé. Je n'entends pas ses intentions de repénaliser l'usage de toutes les drogues, voire d'initier un renforcement de la législation en la matière. Rien! Il persiste et signe. Facile!

Le premier ministre dénonce le drame des femmes battues et il a raison, mais il ignore superbement certaines pratiques propres à certaines communautés: les mariages forcés, le port obligatoire du foulard et les crimes d'honneur, comme la presse les qualifie si maladroitement.

Comme pour le terrorisme, il refuse de nommer le problème, c'est-à-dire l'épanouissement, si je puis dire, dans notre pays de rites religieux archaïques en parfaite contradiction avec nos valeurs et notre droit. Il prend le parti de l'ignorer.

Il conclut ce chapitre consacré à la justice et à la police en avançant un arsenal de mesures liées à la fonction policière, à la proximité, à la prévention et aux contrats de sécurité. Je me permets de lui rappeler qu'au cours de la législature précédente, le ministre de l'Intérieur, Antoine Duquesne, libéral comme lui, avait déclaré que ces contrats de sécurité étaient un échec cuisant. Il avait raison. Il a toujours raison.

Pourquoi? Parce que ces contrats mettent trop l'accent sur le préventif au détriment du répressif.

Monsieur le premier ministre, il est minuit moins cinq. La situation échappe chaque jour un peu plus au contrôle des forces de l'ordre qui sont en première ligne sur le terrain. Il n'est plus temps de dialoguer, de convaincre, d'argumenter. Il faut agir maintenant! C'est d'ailleurs ce que demandent nos concitoyens. L'insécurité limite certains droits fondamentaux comme la liberté de circuler, de se réunir. L'insécurité détruit le commerce, la convivialité le tissu social des quartiers. Vous savez pertinemment bien que des quartiers entiers échappent à l'Etat de droit, parce que même la police n'ose plus s'y rendre. Voilà la vérité! Et ce que nous entendons de votre part, c'est un salmigondis de lieux communs politiquement très corrects, alors que la situation demande du courage et de la détermination. Pour cette

question comme pour d'autres, vous êtes l'otage des lobbies de gauche, des lobbies de l'immigration. C'est lamentable!

Pour clore mon intervention sur ce sujet, je ne vois rien dans votre déclaration qui rappelle le drame vécu par la famille d'un policier qui a vu son proche assassiné une seconde fois en cour d'assises. Vous savez bien de quoi je parle! Rien! Pas un mot de votre part, alors que des réformes s'imposent également en ce domaine.

* * *

En ce qui concerne l'Europe, je constate avec regret que vous n'avez toujours pas accepté le verdict démocratique des urnes en ce qui concerne le choix des peuples français et néerlandais de refuser le projet de Constitution européenne. Pour rappel, les Belges ont été mis devant le fait accompli sans pouvoir s'exprimer par référendum. Le Front national sait pourquoi. Jamais, vous n'auriez jamais trouvé une majorité pour entériner cette constitution, parce qu'à travers elle, c'est l'entrée de la Turquie au travers de l'Union européenne, si chère à votre coeur, qui est en jeu.

Vous constatez que l'Europe est en crise après ces référendums négatifs et vous considérez que nos concitoyens ne comprennent pas les enjeux. Permettez-moi de considérer cette attitude comme méprisante! Vous dites que "les citoyens européens sont soucieux de la compétitivité des entreprises, de leur emploi, de leur protection sociale". C'est parfaitement exact, mais singulièrement insuffisant! Les citoyens européens perçoivent aussi l'Europe comme une entité géographique historique, culturelle et humaine, bref comme une civilisation.

En voulant de force transformer ces domaines historiques, géographiques et humains, vous voulez construire un homme nouveau de type constructiviste et matérialiste. Or, monsieur le premier ministre, chaque fois qu'on a voulu créer un homme nouveau dans l'histoire des peuples, on l'a fait au détriment de l'homme réel avec des conséquences tragiques.

C'est l'homme réel qui s'est exprimé en France et aux Pays-Bas. Il faut se montrer beau joueur et si après la pause d'un an de réflexion décrétée par le Conseil européen, vous décidez de relancer la machine avec vos petits camarades européens, alors je vous demande de vous engager à enfin organiser un référendum en Belgique sur cette question, quelles que soient les difficultés juridiques que cela pourrait engendrer. Au fond, il n'y a pas que les Anglais qui aient toujours droit à un statut d'exception.

* * *

En ce qui concerne la continuité d'une politique étrangère dynamique et engagée, vous nous précisez la philosophie de l'action de la Belgique lorsqu'elle assurera la présidence de *l'Organisation pour la sécurité en Europe* au 1^{er} janvier 2006, notamment dans la dimension humaine, l'intolérance, le racisme. Monsieur le premier ministre, je me permets de vous mettre *en garde contre tous les excès de nature à produire l'effet inverse de celui escompté*. Je souhaite vous rappeler les propos tenus par l'anthropologue Claude Lévi-Strauss dans un discours prononcé devant l'ONU: "Il est idiot de taxer quelqu'un de raciste parce qu'il préfère certaines valeurs et refuse de placer toutes les cultures sur un pied d'égalité".

N'allez donc pas exporter vos petites manies, vos amalgames et vos raccourcis faciles au niveau européen. Gardez la tête froide et ne vous départissez jamais de votre esprit critique. N'oubliez pas que vous représentez la nation tout entière, y compris le million d'identitaires qui ne partagent pas votre vision du monde. Par ailleurs, au niveau européen, ces électeurs se chiffrent en dizaines de millions.

La résurgence de l'antisémitisme en Europe sera également l'une de vos préoccupations durant la présidence belge. Je vous rappelle à cet égard une proposition de résolution de votre parti déposée au Parlement bruxellois par Mme Tenenbaum, libérale comme vous, qui a signalé que dans les écoles

bruxelloises, les jeunes d'origine étrangère répartissaient les groupes en un camp israélien et un camp palestinien. Il faut veiller à ne pas importer chez nous certains conflits orientaux. Évitions les anathèmes et les catégorisations de café du commerce, à l'instar du philosophe Alain Finkielkraut qui au cours d'un entretien avec la presse néerlandaise avait été amené à préciser que par les termes "nouveaux antisémites" il ne faisait pas allusion aux membres du Front national de Jean-Marie Le Pen mais à leurs opposants altermondialistes. Ceux-ci considèrent en effet Israël comme l'incarnation de l'oppression et du racisme dont les Palestiniens seraient les victimes par excellence. Je ne me prononcerai pas sur la question mais je vous répète que les Belges refusent catégoriquement que des conflits extra-européens trouvent un prolongement dans nos villes et nos banlieues.

Je note que vous souhaitez mettre en place des mesures de discrimination positive en faveur des pays les plus pauvres. Là aussi, je vous invite à la plus grande prudence. Nous savons que ces mesures, qu'elles bénéficient aux individus ou à une nation, engendrent toujours une discrimination inverse. Le Front national vous demande donc d'être assez vigilant pour vérifier si la discrimination positive des uns ne se traduit pas en discrimination tout court pour d'autres, et certainement pas pour certains secteurs nationaux, comme l'agriculture par exemple.

En matière de développement, et plus particulièrement pour ce qui concerne l'annulation de la dette, je veux rappeler que le Front national y est farouchement opposé pour des raisons morales, par rapport à toutes celles et ceux qui, chez nous, éprouvent des difficultés parfois insurmontables à nouer les deux bouts. Personne ne vient jamais leur proposer d'annuler leurs dettes et de payer leurs factures. C'est aussi simple que cela!

Pour ce qui est de l'engagement de notre pays au Congo, je profite de l'occasion qui m'est donnée pour rappeler que nous sommes radicalement opposés à tout nouvel investissement au Congo. La Belgique n'a aucun devoir moral au Congo! Toutes les interventions de la Belgique en Afrique se sont toujours soldées par des fiascos. C'est toujours le contribuable belge qui paie, c'est toujours le soldat belge qui meurt! Ce pays souffre d'une corruption chronique à une très grande échelle qui ferait pâlir d'envie les parvenus corrompus socialistes les mieux rétribués et temporairement en liberté. Rappelons que l'actuel ministre des Affaires étrangères avait publiquement dénoncé l'incompétence des politiciens africains, c'est tout dire!

Le projet du Front national pour l'Afrique est plus global. Il faut explicitement et intelligemment définir les priorités européennes en Afrique et notamment en ce qui concerne les matières premières dont nous avons besoin.

Vous incluez dans ce chapitre la Défense nationale en évoquant ses missions de maintien de la paix. Reste que je ne vois pas l'ébauche d'un plan militaire en cas de soulèvement organisé de certaines catégories allochtones au sein de notre pays. Pour mémoire, la France et l'Angleterre possèdent un tel dispositif. Serions-nous, une fois de plus, visionnaires en la matière?

* * *

Pour conclure, monsieur le premier ministre, votre déclaration est un écheveau d'intentions diverses dont vous ne chiffrez pas vraiment les coûts. Votre prose sent l'autosuggestion, le poids de la dette publique reste pachydermique et votre marge financière est aléatoire.

Vos projets ne sont réalisables que dans une conjoncture économique favorable et durable alors que la réalité est différente. Vous le savez. Vous le soulignez même dans le chapitre "préserver et renforcer la confiance".

Vous savez aussi que vous avez soigneusement omis de traiter en profondeur les questions touchant réellement nos concitoyens. Vous louvoyez, vous contournez l'obstacle, vous biaisez. En bref, vous gagnez du temps, en essayant de nous endormir parce que vous voulez tenir jusqu'en 2007, coûte que coûte, parce que vous savez que vous allez payer comptant le prix des promesses non tenues, des

effets d'annonce et parfois même du mensonge!

Les Belges sont moins bêtes que vous ne le pensez et ils vous le feront savoir! Personne n'est dupe du fait que votre majorité est cacophonique. C'est du donnant-donnant entre les partenaires gouvernementaux.

Didier Reynders voulait une sorte de pseudo amnistie fiscale afin de rapatrier les capitaux belges placés à l'étranger. Il l'a eue avec un résultat somme toute assez mitigé d'ailleurs. Plus récemment, Mme Onkelinx est venue avec son discours de lutte des classes qui rappelle les heures les plus rouges de notre histoire. Elle a imposé l'idée du cadastre des fortunes, même si cela ne s'appelle pas comme ça - d'ailleurs l'amnistie fiscale de M. Reynders ne s'appelle pas ainsi non plus. Au fond, le modus operandi involontaire est celui des bandits de grand chemin: la pauvre Reynders est couchée sur le chemin boueux; arrive le carrosse doré qui s'arrête et les brigands, sur les ordres d'Onkelinx l'impitoyable, tombent à bras raccourcis sur les occupants du carrosse pour les détrousser.

En ce qui concerne les recettes, vous nous dites que celles se rapportant au fonds d'investissement de capitalisation, investies pour 40% ou plus dans des valeurs à taux fixes, sont soumises au précompte de 15%. En réalité, vous voulez que les épargnants investissent dans un panier de valeurs où il y a plus de capitaux à risque. C'est ainsi que vous sanctionnez les petits épargnants car ils connaissent peu les mécanismes financiers. C'est la raison pour laquelle ils préfèrent investir dans des capitaux à taux fixe. Le risque existe à l'avenir de décourager les gens à épargner. Le résultat de votre politique va entraîner une diminution de l'épargne alors que l'enquête de la Banque nationale montre que la capacité de l'épargne accuse une forte baisse, à cause de la flambée des prix, notamment du pétrole, et à cause de l'inflation de 3% qui abaisse le niveau de vie.

Voilà le chaos politique qui caractérise notre gouvernement.

Monsieur le premier ministre, on dit parfois que vous êtes de bonne volonté mais je suis convaincu que le commandant de bord du Titanic était lui aussi de bonne volonté. Votre bonne volonté n'est donc pas de nature à me rassurer.

